



Lettre n° 281 du 2 avril 2023

Au sommaire :

- **Ni pause ni médiation, ne laissons pas brader notre mouvement, prenons-le en main, à la base, démocratiquement, pour le retrait, contre l'État et les patrons !** - *Yvan Lemaître*
- **Le mouvement s'invite au congrès de la CGT, bouscule l'appareil qui trouve une issue inattendue à sa propre crise** - *Isabelle Larroquet, Galia Trépère*

Ni pause ni médiation, ne laissons pas brader notre mouvement, prenons-le en main, à la base, démocratiquement, pour le retrait, contre l'État et les patrons !

La presse aux ordres, le pouvoir, les commentateurs s'échinent à voir dans la journée du 28 mars un recul de notre mouvement. Ils en rêvent depuis le début et croient pouvoir interpréter la baisse du taux de grévistes ou du nombre de manifestants par rapport au 23 mars comme le reflux tant souhaité de la mobilisation. Ils ne comprennent pas ce que signifie en elle-même la durée du mouvement et la force intacte qu'il garde à la dixième semaine, une détermination qui se renforce d'une conscience politique plus lucide. Le mouvement non seulement ne faiblit pas mais il connaît un tournant politique. Il mesure en se confrontant au pouvoir et à sa police les enjeux de la lutte, s'organise, multiplie les actions et, de fait, oblige l'intersyndicale à garder le cap du retrait alors qu'elle cherche à composer, à ne pas rompre avec le cadre du dialogue social, à négocier la place des appareils syndicaux vis à vis de l'État et du patronat. Elle demande une pause, accepte d'être reçue par Borne le 5 avril et fixe cependant un nouveau rendez-vous le lendemain, jeudi le 6 avril, pour une onzième journée de mobilisation. L'intersyndicale au complet a dit oui, Sophie Binet, nouvelle secrétaire générale, a en effet annoncé dans son discours de clôture du congrès de la CGT que cette dernière en serait. Ce rendez-vous n'a d'autre fonction que de souligner l'attachement des directions syndicales au dialogue social tout en demandant le retrait de la réforme !

Cette stratégie du double jeu est impuissante à bousculer le pouvoir et à faire céder Macron. Prisonnière de l'ordre institutionnel, elle ne veut pas de l'affrontement. Chacun a bien conscience qu'il sera difficile de surmonter sa dérobade qui devient une capitulation. Ceci dit, en continuant à demander le retrait, en fixant une nouvelle date, elle laisse ouverte la possibilité pour le mouvement de rebon-

dir sur des bases nouvelles à condition que nous réussissions à renforcer les cadres d'organisation de la lutte et à mettre en œuvre une stratégie pour affronter le pouvoir, le faire céder. Et, une fois encore, la politique cynique du gouvernement pourrait se retourner contre lui. Les prétendues discussions auxquelles Borne invite les syndicats tout en imposant les 64 ans constitue une nouvelle provocation qui prépare le succès de la journée du 6 avril.

Au regard de l'intransigeance du pouvoir de plus en plus nombreuses sont celles et ceux qui prennent la mesure de l'affrontement de classe qui est engagé, avec calme et confiance, détermination. L'entrée de la jeunesse dans la lutte, encouragée par les aînés, y contribue et contribue à la politisation du mouvement. Avec les retraites c'est en fait la question de l'avenir qui est posée, l'avenir individuel et collectif, celui de la société. Et les discussions vont bon train sur comment changer le monde, l'État et la police, la révolution aujourd'hui, la démocratie, qui décide, qui contrôle... De plus en plus nombreuses sont celles et ceux qui ont pris conscience que nous n'avons pas d'autre politique que celle de la lutte de classe lucide et consciente, c'est la voie pour ne pas laisser l'intersyndicale brader notre mouvement.

Semer le chaos pour jouer les défenseurs de l'ordre

Le pouvoir, lui, joue très consciemment la politique du rapport de force en maniant la répression tout en faisant semblant d'être prêt à discuter. Discuter de quoi, de notre reddition ! Les jours qui ont précédé la journée de mardi, le gouvernement a engagé une campagne en dénonçant une mythique escalade des violences pour intimider, dissuader et mettre par avance l'escalade des

violences policières contre les manifestations sur le dos des manifestants. Le ministre de l'intérieur, Darmanin, n'a cessé d'annoncer « *des risques très importants* » pour justifier le déploiement de 5500 flics lourdement armés à Paris et 13 000 sur l'ensemble du pays.

Il a utilisé cyniquement la sinistre et dramatique mise en scène policière à Sainte Soline, un « *déchaînement de violence* » dont Darmanin, qui maintenant menace de dissolution l'organisation *Les soulèvements de la terre*, porte l'entière responsabilité et non l'extrême gauche dont il fait sa cible. Les manifestations qui ont eu lieu jeudi à travers tout le pays mettent en accusation cette politique du mensonge et des tensions et expriment la solidarité à l'égard de ses victimes.

Macron en rajoute faisant du gouvernement un « *rempart face aux violences illégitimes et dangereuses* » qui correspondraient au « *projet politique de LFI* ». « *Ils veulent saper nos institutions et délégitimer les tenants de l'ordre responsable. Puis, en face, il y a nous. Nous serons le dernier rempart face à la violence et l'anarchie* ». Il orchestre une campagne relayée par les médias sur lesquels la police n'a jamais eu autant de place pour dénoncer l'ennemi intérieur. Depuis des mois, la méthode Macron est une provocation permanente, cynisme et mépris à l'égard de ses interlocuteurs et du monde du travail autour du mensonge d'État de « *la réforme juste et égalitaire* » alors qu'elle n'a d'autre objectif que de baisser les pensions et les salaires pour préserver la crédibilité de la France sur les marchés financiers. Inévitablement, ce mensonge qui est le fond de la politique du gouvernement conduit aux provocations policières, à la répression dont la propagande d'État rend ses victimes responsables, un storytelling qui permet au semeur de désordre de poser au défenseur de l'ordre républicain !

Rien à attendre du conseil constitutionnel, d'un référendum ou d'une médiation

L'exacerbation des tensions sociales, la politique policière voulues par Macron sèment l'inquiétude voire la panique au sein des forces institutionnelles politiques ou syndicales qui craignent que la mobilisation n'échappe à tout contrôle si ce n'est celui de ses acteurs mêmes. Tous appellent à « *l'apaisement* » en écho à la demande de l'Intersyndicale d'être reçue par Macron.

Laurent Berger a imploré Macron : « *J'appelle le président de la République et la Première ministre à entendre qu'il y a une voie de sortie, mais que cela nécessite de faire un mouvement de leur côté* ». Il a proposé de « *mettre sur pause ce fameux article 7 sur cette mesure d'âge [...] annoncer clairement qu'il n'y aura pas de mise en application de cette réforme et qu'on privilégie une voie de discussion* ».

L'intersyndicale a accepté le rendez-vous du 5 avril sans autre précision d'ordre du jour. Cette comédie du dialogue rompu mais toujours possible est ridicule et humiliante de la part de gens qui prétendent parler au nom de notre mouvement. Ces faux semblants à l'égard d'un gou-

vernement des banques et du patronat sont une piteuse dérobade alors que trois-quarts des Français s'opposent à la réforme imposée à l'Assemblée sans vote et que des millions de travailleurs et de jeunes veulent intensifier manifestations et grèves contre Macron.

L'intersyndicale a très bien compris que les négociations qu'elle propose entérineraient une capitulation face à Macron et l'acceptation de sa réforme. Il n'est pas possible de rentrer dans ce jeu de dupes contre le mouvement pas plus que de nous laisser lanterner par les illusions entretenues par toute la gauche syndicale et politique sur la possibilité que le Conseil constitutionnel puisse désavouer le gouvernement. Tout au plus pourrait-il recaler un ou deux articles, histoire de ne pas se faire les soutiens serviles de Macron.

Ne pas laisser le gouvernement refaire des forces, l'issue à la crise sociale et politique, c'est nous

« *La loi sur les retraites est derrière nous* », Vèran a tenu à mettre les points sur les i. Et d'insister, « *la réforme des retraites ne signe pas la retraite des réformes* ». En clair, la défaite sur les retraites ouvrirait la porte à une nouvelle offensive contre le monde du travail. En réalité, pour Macron, il n'y a pas de crise mais une volonté d'imposer sa politique quitte à provoquer une crise chez tous ceux qui craignent pour leur avenir politique.

« *Il faut continuer à tendre la main aux forces syndicales* », dit-il parce qu'elles peuvent encore servir à maîtriser, canaliser le mécontentement et la colère. Il fixe ainsi la ligne de Borne tant qu'elle est encore Première ministre : « *Il faut qu'on mette de l'apaisement. Il est important qu'on puisse se saisir de tous les thèmes mis en lumière à l'occasion de cette réforme des retraites : le sujet du rapport au travail, de la pénibilité, des reconversions professionnelles, des seniors. [...] Je souhaite que les partenaires sociaux aient toute leur place pour apporter des réponses. Je suis convaincu que la bonne méthode, c'est quand les organisations syndicales et les organisations patronales trouvent des accords entre elles et qu'on intervient pour transcrire fidèlement, intégralement, ces accords dans la loi. Il faut systématiser cette méthode, en construisant un agenda, avec les sujets sur lesquels les partenaires sociaux veulent prendre l'initiative, et les sujets sur lesquels le gouvernement souhaite qu'ils puissent avancer.* » C'est bien dans ce sens que Borne propose aux directions syndicales de « *reprenre le travail* » sur différents chantiers. Dans le même temps elle est chargée de « *bâtir des majorités* » et pour cela va inviter à des rendez-vous de « *concertation* » les présidents de groupes au Parlement et chefs de partis que LFI et le PC ont à juste titre d'ores et déjà déclinée.

« *J'ai élaboré un plan d'action que je vais déployer sur les trois prochaines semaines qui mobilise l'ensemble des acteurs qui veulent faire avancer notre pays. Je vais travailler avec mes ministres mais aussi avec les parlementaires, les forces politiques, les représentants des associations d'élus locaux, avec les partenaires sociaux.*

J'ai deux objectifs : apaiser le pays face à ces tensions et accélérer les réponses aux attentes des Français. » Les deux objectifs sont de toute évidence hors de sa portée, un scénario de sortie de crise qui ne pourrait fonctionner qu'à la condition qu'il réussisse à imposer sa réforme sans rompre avec l'intersyndicale ou au moins avec Berger. Une issue bien improbable malgré la bonne volonté de ce dernier car en réalité Berger ne compte qu'autant qu'il garde une influence sur le mouvement. Or, et c'est là le contenu du tournant qui s'opère, le mouvement est en train de rompre avec l'intersyndicale. La politique Macron-Borne au mieux ne leur permettrait que de gagner du temps avant que la crise politique engendrée par la crise sociale et demain exacerbée par la crise économique ne les rattrape pour les mettre à terre.

L'issue à la crise sociale et politique n'est ni parlementaire ni dans le dialogue social mais elle est entre les mains des travailleur·e·s, de la jeunesse, du mouvement. La bourgeoisie n'a pas d'issue à sa propre crise tant économique, sociale que politique, elle est la crise sans issue du capitalisme malade de lui-même, de la course au profit et de la concurrence. La seule issue progressiste réside en la contestation radicale du système, démocratique et révolutionnaire, dans laquelle de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui s'engagent.

Nous donner les moyens politiques de faire plier Macron, se coordonner pour faire vivre le parti de la lutte de classe

L'enjeu politique des jours à venir est de consolider les prises de conscience en cours, de nous organiser sur les lieux de travail, d'études, les quartiers et les villes, de nous coordonner pour décider de la politique à suivre en réponse à la dérobade de l'intersyndicale. Une telle mobilisation indépendante de la fraction militante la plus avancée du mouvement est la voie pour construire une nouvelle étape combinant grève, manifestation, organisation autonome du monde du travail et de la jeunesse.

Nous n'avons pas de « *plan de bataille pour gagner* » tout fait, en réalité, tout dépend du niveau de conscience, des capacités politiques et démocratiques collectives à s'organiser des travailleurs pour discuter et décider eux-mêmes de leurs tactiques, des objectifs que le mouvement se donne dans une bataille dont la stratégie est définie par la conviction qu'il n'y a pas d'issue, même à court terme, si on craint la remise en cause de la propriété privée capitaliste et de l'État.

L'alternative à la capitulation annoncée que préparent les bureaucraties syndicales passe par la construction de collectifs, de comités, d'interpros de lutte indépendants des appareils qui, de fait, pose la question de la nécessité du contrôle démocratique par le monde du travail de la marche de la société.

Le mouvement est une lutte politique contre la politique du gouvernement et du patronat. Exiger le retrait implique d'être prêt à accentuer la crise politique, au renversement du gouvernement même si nous pensons qu'aucune réponse parlementaire ne peut répondre aux besoins qui s'expriment. Ce n'est pas en soi l'objectif du mouvement mais la conséquence de ses objectifs, conséquence que craignent autant la gauche syndicale que politique.

Le mouvement n'a pas lui à la craindre. Nous verrons si nous imposons le retrait, les réponses politiques que tentera ou pourra tenter la bourgeoisie pour sortir de sa crise politique, droite extrême, VI^e République ou autre combinaison parlementaire. Nous n'avons pas de réponse institutionnelle à lui opposer, notre objectif est de donner à l'évolution du rapport de force une forme organisée, démocratique, la représentation à la base du monde du travail, de la jeunesse pour imposer le retrait tout en ébauchant notre propre réponse politique à la question du pouvoir. C'est aussi la seule façon de s'opposer à la menace de l'extrême-droite.

La construction d'organes de lutte du monde du travail indépendants est un début de réponse à la question du pouvoir posé par la mobilisation et l'exigence du retrait de la réforme de Macron. Cette réponse est d'abord de nous donner les moyens de pression et de contrôle et signifie un transfert du pouvoir à un gouvernement des travailleur·e·s et des classes populaires, émanation de nouvelles institutions nées de la lutte et contrôlées démocratiquement. Nous n'en sommes pas encore là mais cette perspective est en germe et commence à prendre corps. Pour progresser dans les consciences elle a besoin de se donner un plan, un programme, qui définisse nos objectifs politiques qui permettent de répondre aux exigences et aux aspirations portées par le mouvement ainsi que les moyens pour les réaliser, c'est à dire pour répondre à la catastrophe sociale, économique, financière, écologique engendrée par le capitalisme en faillite.

Yvan Lemaitre

Le mouvement s'invite au congrès de la CGT, bouscule l'appareil qui trouve une issue inattendue à sa propre crise

Pour la première fois dans l'histoire de la CGT, son congrès qui s'est tenu du 27 au 31 mars à Clermont-Ferrand a mis en minorité son secrétaire général, Philippe Martinez, et sa direction sortante. Le rapport d'activité, qui fait le bilan de la politique de la confédération depuis

le dernier congrès en mai 2019, a été rejeté à quelques voix de différence certes, mais c'est bien une première et un effet différé du mouvement contre la réforme des retraites puisque celui-ci pose de manière nouvelle des problèmes qui ont fait l'objet des discussions entre

militant-e-s et dans les instances depuis plus de 3 ans, sectarisme à l'égard du mouvement des Gilets jaunes, journées d'action à répétition sans autre stratégie, engluement dans le dialogue social, grèves parties de la base sans les syndicats, exclusion de la CGT PSA Poissy, etc. Dès le début du congrès la contestation s'est fait entendre, la tribune a été envahie après que le bureau a refusé d'élargir la commission « *mandats et vote* ». Ce devant quoi il a dû au final s'incliner.

Par ailleurs, la candidate pressentie par Martinez pour lui succéder au poste de secrétaire général, Marie Buisson, a été refusée par le comité confédéral national (CCN), le « parlement » de la CGT composé de tous les n°1 des Fédérations et des Unions départementales, précédemment élus dans les congrès de ces instances.

La « crise de succession » a finalement été résolue par le choix de Sophie Binet, 41 ans, secrétaire générale de l'UGICT (ingénieurs, cadres et techniciens) et en charge de l'égalité hommes-femmes à la CGT. La nouvelle secrétaire générale, bien formatée par l'appareil qui l'a choisie, répond, d'une certaine façon, malgré l'appareil lui-même qui a nommé Laurent Brun, secrétaire général de la fédération cheminote, en numéro 2, à un besoin de rajeunissement, de féminisation, de prise en compte de la question écologique chez bien des militant-e-s du syndicat et même du mouvement social. Elle a repris à son compte dans son discours au congrès, la volonté du mouvement de ne « *rien lâcher jusqu'au retrait* », lançant de la tribune le slogan des salarié.es de l'énergie, adapté d'un slogan des GJ : « *Emmanuel Macron, si tu continues, on fera le noir chez toi* », tout en annonçant dans le même temps que la CGT se rendrait à Matignon, à l'invitation de Borne, avec le reste de l'intersyndicale le 5 avril. La continuité donc...

Une situation qui illustre et renforce la contradiction entre les intérêts d'appareil de la CGT, la défense de sa position de partenaire social, d'interlocuteur du patronat et du gouvernement dans le « dialogue social » et les institutions, et les besoins de la lutte, les évolutions du monde du travail, l'aspiration à l'indépendance de classe, à des rapports démocratiques sans sectarisme.

Une sortie de crise de ...succession

La question de la succession de Martinez avait suscité un conflit dont certains redoutaient qu'il fasse éclater la CGT. La candidature de Marie Buisson, une enseignante de la CGT Education, dirigeante de la Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture (FERC) avait été rejetée par une partie des Fédérations ou Unions départementales traditionnellement contestataires. Certains dirigeants ne cachaient pas leur hostilité à la candidate, très critiquée parce qu'elle représentait la participation de la CGT à « *Plus jamais ça* », un collectif de 8 associations ou syndicats, les Amis de la Terre, Attac, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace France, Oxfam France et Solidaires, qui avait lancé pendant le premier confinement, fin mars 2020, l'appel suivant : « *Nous en appelons à toutes les*

forces progressistes et humanistes, et plus largement à toute la société, pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral. » Un appel puis un manifeste se situant clairement dans le cadre des institutions, du réformisme antilibéral mais aussi décrié dans la CGT parce que se réclamant du combat féministe, écologiste, et émanant d'une alliance avec entre autres la FSU et Solidaires.

Les opposants à la direction de la Confédé, Olivier Mateu, secrétaire de l'UD Bouches-du-Rhône, et Emmanuel Lépine, dirigeant de la Fédération nationale des industries chimiques (FNIC) n'ont pas été retenus sur la liste des candidats proposée par la commission des candidatures et le CCN. Ces militants, rajoutés ensuite par des délégués au moment du vote ont tous obtenu plus de 36 % des voix, mais pas les 50 % des votes de délégués nécessaires pour être élus.

Une illustration des méthodes bureaucratiques et antidémocratiques de l'appareil d'autant que les résultats des votes obtenus par chaque candidat-e lors de l'élection par les congressistes de la commission exécutive n'ont pas été rendus publics malgré une demande pressante de nombreux délégué-e-s.

Le CCN a refusé, à très peu de voix près, la candidature de Marie Buisson pourtant soutenue par une majorité des 66 membres de la CE nouvellement élue par les délégués. L'autre candidate pressentie très peu de temps avant le congrès pour succéder à Martinez, Céline Verzeletti, ne faisait pas non plus consensus. Après plusieurs heures de délibération dans la nuit du jeudi au vendredi, la CE a trouvé dans ses rangs une nouvelle candidate, Sophie Binet, qui avait recueilli 86,14 % des voix des délégués et n'appartenait à aucun des deux camps. Elle l'a proposée au CCN qui l'a approuvée. Animatrice en 2006 du mouvement contre le contrat première embauche (CPE) quand elle était étudiante à Nantes, conseillère principale d'éducation en lycée professionnel à Marseille puis dans le 93, elle incarne un renouveau sans doute bienvenu pour bon nombre de militant-e-s qui avaient enduré douloureusement l'épisode de la succession en 2016 de Thierry Lepaon, disqualifié par un scandale touchant à l'utilisation personnelle de fonds du syndicat. Martinez n'avait pas réussi à tourner la page.

Cette désignation surprise est un moyen pour l'appareil de sortir du conflit entre des pratiques façonnées par la longue mainmise du PC stalinien sur la CGT, dont Olivier Mateu est la continuité tout en se revendiquant d'une ligne lutte de classes, et un modernisme représenté par Marie Buisson tout à fait adapté à la concertation et au dialogue social.

L'appareil semble vouloir tourner la page de ces luttes internes autour d'une orientation de synthèse si on peut dire, très centrée sur ses propres intérêts d'appareil au regard desquels Sophie Binet offre toutes les garanties. La CGT a décidé dans son texte d'orientation amendé, voté à environ 72 % des délégué-e-s, de sortir de « *Plus*

jamais ça » et de renoncer au rapprochement avec FSU et Solidaires qui n'avaient pas fait l'objet de discussions.

Reste du point de vue des travailleurs et des militants, de leurs intérêts, la contradiction qui est au cœur de sa politique comme au cœur du mouvement, celle entre syndicalisme lutte de classes et syndicalisme d'accompagnement. Y-a-t-il une autre possibilité, pour défendre les droits des travailleurs, leurs conditions de vie, que de contester radicalement le système capitaliste, et de poser la question du pouvoir, de qui décide et qui contrôle ? Ou bien les luttes ne servent-elles qu'à conforter des positions dans les institutions et le dialogue social ?

Nouvelle direction, vieille politique du dialogue social

De ce point de vue, Sophie Binet a clairement indiqué qu'elle continuerait la politique de la confédération. Dans son discours de clôture, elle a fixé comme tâche, permise par le mouvement en cours, « *une grande campagne de syndicalisation* ». Elle a défini dans sa feuille de route la nécessité d'un « *plan de reconquête industrielle* » et si elle a associé le combat écologiste au combat syndical, « *fin du monde, fin du mois* », elle n'a jamais parlé de la nécessité d'en finir avec le système capitaliste, avec la propriété privée capitaliste.

Elle a aussi évoqué le rendez-vous avec Borne, auquel « *l'intersyndicale unie* » ira pour « *exiger le retrait de la réforme* »... Après quoi il s'agira de passer aux « *vraies priorités* », « *augmenter les salaires* », la « *pénibilité du travail* », la « *question environnementale* », toutes choses qui, étant donné que la nécessité de luttes, de grèves n'a pas été mentionnée, peuvent s'intégrer dans le « *dialogue social* » voulu par Macron, Borne ou le Medef. Le patron de celui-ci, Roux de Bézieux, ne s'est-il pas félicité dans une interview à France info le 27 mars dernier, que continuent en ce moment-même des échanges réguliers avec toutes les confédérations syndicales.

Pour un syndicalisme lutte de classe, démocratique, pour le renversement du capitalisme

Les besoins de la lutte, indépendance de classe, rapports démocratiques, dont le mouvement actuel montre toute l'importance, se sont exprimés largement dans le congrès.

De nombreux délégués sont intervenus, pour exprimer leurs désaccords avec les annonces faites par Berger et par Borne sur une éventuelle médiation ou rencontre. « *Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation alors que les travailleurs sont dans la rue ?* », a interpellé une camarade de la chimie très applaudie. Les interventions et amendements des congressistes ont modifié assez substantiellement la motion d'actualité proposée par le bureau. La phrase « *Il n'y aura ni médiation, ni compromis* », a été ajoutée à la déclaration qui précise que nous irons « *jusqu'au retrait* ». Ce n'est évidemment pas une garantie mais c'est toujours un point d'appui et l'expression d'une volonté claire de nombreux militants.

Une militante du syndicat Axa a dénoncé à la tribune l'exclusion par la Fédération des Métaux de la CGT historique de PSA Poissy, de Jean-Pierre Mercier et de ses camarades l'an dernier.

Une camarade de la Santé a insisté sur la période nouvelle dans laquelle le mouvement a éclaté, la guerre déclarée par le gouvernement et les patrons, et la contestation qui va au-delà des retraites, contre ce système capitaliste. Ce mouvement exceptionnel pose le problème du contrôle des luttes par les salariés, les jeunes eux-mêmes et le contrôle de toute la société pour empêcher les actionnaires de mener le monde à la faillite.

Même si le mouvement a réussi à s'inviter et à animer le congrès, l'appareil a réussi à trouver une issue à sa propre crise tout en maîtrisant les débats. La motion d'actualité adoptée à 90 % a au moins eu le mérite de refuser toute pause et toute médiation dans notre mouvement pour réaffirmer que c'était le retrait ou rien. Un point d'appui pour nous donner les moyens de rebondir en rompant avec les ambiguïtés de la CGT comme de l'intersyndicale pour prendre les affaires en main dans le syndicat comme dans la lutte, pour faire vivre une démocratie directe indispensable, indépendante des appareils qui soit le pouvoir des travailleurs sur leur propre lutte.

Isabelle Larroquet, Galia Trépère